

REFORME À L'UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI

Les UFR reprennent la main sur les masters *(Voici ce qui change à partir de 2026)*



PRIX:2000F

N°00887 DU LUNDI 16 JUIN 2025

La Primeur

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE ET DE PUBLICITÉ PARAISSANT AU BÉNIN - 8^e ANNÉE - ISSN 1840-930X - N°:343-20/HAAC/CLC/SG/SGA/DAJDC/SDC/SCS

RECONNAISSANCE DE MÉRITE

Des jeunes veulent rendre un hommage "vivant" au Professeur François Abiola

➔ « Une vie d'excellence, d'engagement et de ... », anticipe Melaine Houessou



CLASSEMENT FADEC 2023

Bopa en tête, Savalou ferme la marche

MARCHE DE L'EMPLOI A SAKÉTÉ

Le maire Nestor Idohou annonce une session de formation pour mieux préparer les jeunes



TENSIONS AU MOYEN-ORIENT

Le Bénin appelle à la retenue et au dialogue

BACCALAURÉAT 2025

Forte progression des effectifs et des séries techniques

MARCHE DE L'EMPLOI A SAKÉTÉ

Le maire Nestor Idohou annonce une session de formation pour mieux préparer les jeunes

La mairie de Sakété annonce une initiative pour soutenir l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. Une série de formations sur les techniques de recherche d'emploi est prévue du 18 au 20 juin 2025. Cette action s'inscrit dans le cadre du dispositif national AZOLI en partenariat avec l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Les activités vont se dérouler dans l'arrondissement 2 de la commune. Trois modules sont programmés selon le chronogramme dévoilé. Le mercredi 18 juin, les participants vont aborder la construction du projet professionnel et les stratégies de recherche active. Le jeudi 19 juin, la session portera sur la rédaction du CV et de la lettre de motivation. Enfin la journée du vendredi 20 juin sera consacrée à la préparation à l'entretien



d'embauche et aux techniques de relance après dépôt de candidature. Le Maire de Sakété appelle tous les jeunes à participer massivement à cette formation. Selon lui, c'est une opportunité concrète pour mieux comprendre les attentes du marché du travail et se préparer efficacement

à intégrer le monde professionnel. L'idée des responsables est de donner aux jeunes les outils nécessaires pour affronter les réalités du chômage et valoriser leurs compétences. Une orientation qui pour la mairie peut faire la différence dans un parcours de vie.



REPUBLIQUE DU BENIN
M D G L
DEPARTEMENT DU PLATEAU
COMMUNE DE SAKETE

IFU N° 6201200776609
Tel : 97 80 28 58 (Secrétaire Exécutif)
BP : 32 SAKETE
e-mail : mairie_sakete@yahoo.fr



N° 115/4.7.7.../SE/SDÉP/SK

COMMUNIQUE

Le Maire de la Mairie de Sakété communique :

Dans le cadre de l'Insertion Professionnelle des jeunes diplômés de la commune de Sakété dans le dispositif AZOLI, il est prévu une formation sur les Techniques de Recherche d'Emploi (TRE) à l'endroit des Demandeurs d'Emploi (DE). La séance sera animée sous la supervision de l'Agence nationale pour l'Emploi conformément au calendrier ci-après :

- ❖ Mercredi 18 juin 2025 à 8 heures 30 : Projet Professionnel et la recherche active d'emploi ;
- ❖ Jeudi 19 juin 2025 à 8 heures 30 : le Curriculum Vitae (CV) et la Lettre de Motivation (LM) ;
- ❖ Vendredi 20 juin 2025 à 8 heures 30 : Entretien d'Embauche (EE) et Relance et Suivi de son dossier de Candidature.

Ladite séance aura lieu à l'Arrondissement 2 de la Commune de Sakété, les mercredi 18, jeudi 19 et vendredi 20 juin à 08 heures précises.

Le Maire invite tous les jeunes à prendre massivement part à cette importante séance gage d'une orientation professionnelle réussie.

Fait à Sakété, le 10 juin 2025

Le Maire,

SPEECH

15 REGLES SOCIALES POUVANT AIDER À MIEUX VIVRE EN SOCIÉTÉ...

1. Ne téléphonez pas plus de deux fois à une personne. Si elle ne répond pas à votre appel, présumez qu'elle doit être occupée à faire quelque chose d'important et laissez-la tranquille.
2. Rendez l'argent que vous avez emprunté avant même que l'autre personne se souvienne de vous l'avoir prêté. Cela montre votre intégrité et votre caractère. Il en va de même pour les stylos et les briquets.
3. Ne commandez jamais le plat le plus cher du restaurant quand quelqu'un vous invite à déjeuner ou à dîner. C'est indécent...
4. Ne posez pas de questions désobligeantes du genre «Ah donc vous n'êtes pas encore marié?» ou «Vous n'avez pas d'enfants?» ou «Pourquoi n'avez-vous pas encore acheté une maison?» ou «Pourquoi n'achetez-vous pas une voiture?» Ce n'est pas votre problème.
5. Ouvrez toujours la porte pour la personne qui vient derrière vous. Peu importe qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme, senior ou junior. Vous ne devenez pas petit en traitant bien quelqu'un en public.
6. Si vous prenez un taxi avec un ami et que celui-ci paie maintenant, veillez à payer la prochaine fois.
7. Respectez les différentes nuances d'opinions. Rappelez-vous que ce qui est bon pour vous peut apparaître mauvais à quelqu'un en face de vous.
8. Si vous taquinez quelqu'un et que celui-ci ne semble pas en rire, demandez-vous ce qui ne va pas. Son silence peut vouloir dire beaucoup de choses que vous ne pouvez pas maîtriser. Changez de paradigmes pour voir s'il ne va pas changer, éloignez-vous des idées mauvaises et apprenez à accepter les diversions d'idéologies et de comportement.
9. Ne manquez pas de dire tout haut ce que vous pensez tout bas. Car libre nous sommes, libre nous vivons. Ne manquez pas surtout dans l'agir et l'agiter votre présent. Ne pas le faire vous renvoie dans un passé qui vous a échappé pour toujours car le temps passé ne se rattrape pas. C'est ainsi que le futur ne nous regarde pas mais notre action du présent influe le passé qui peut nous rattraper d'une manière à une autre. Le présent importe donc plus que tout en ayant soin d'assumer nos actions. C'est une preuve de responsabilité.
10. Lorsque quelqu'un vous montre une photo sur son téléphone, ne faites pas glisser votre doigt vers la gauche ou la droite. Vous ne savez jamais quelle est la prochaine étape. Donc respectez l'intimité des gens.
11. Si un collègue vous dit qu'il a un rendez-vous chez le médecin, ne demandez pas pourquoi, mais dites simplement: «J'espère que vous n'avez rien de grave». Ne le mettez pas dans la position inconfortable de devoir vous expliquer sa maladie personnelle. S'il veut que vous le sachiez, il vous le dira.
12. Traitez le balayeur avec le même respect que le DG. Car le premier dans ce domaine peut devenir dernier dans un autre domaine pourquoi pas dans le même domaine? C'est de la même manière que le dernier peut émerveiller d'un jour à un autre. Car nous sommes tous nés avec un minimum de connaissance qui n'est utile si elle est développée.
13. Si une personne vous parle directement, regardez-la et laissez votre téléphone. C'est une marque de respect.
14. Ne donnez jamais de conseils qui tendent à blesser l'autre de ce qu'il n'a pas pu faire. Mais cela ne suffit pas pour ne pas réagir là où il le fallait pour réveiller l'attention des gens sur ce qu'ils ignorent le plus.
15. Ne parlez jamais de vos richesses au milieu des pauvres. De même, ne parlez pas de vos enfants avec quelqu'un qui n'en a pas à moins que ce soit elle-même qui le demande. Que Dieu nous aide et nous protège. »Croyez plus en vous-même qu'en quelqu'un que vous ne maîtrisez pas ou qui n'est lié à vous par quoi que ce soit».

La Primeur

DÉPÔT LÉGAL N°10935 DU 26-12-18. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU BÉNIN, 4^E TRIMESTRE. ISSN 1840-930X-ENREGISTRÉ: N°343-20/HAAC/CLC/SG/SGA/DAJDC/SDC/SCS

ÉDITÉ PAR:

LA PRIMEUR COMMUNICATION

N° RCCM:

RB/COT/20 A 56979

IFU :

0202011402743

Siège National:

Parcelle G, Lot N°2135 Mèmontin, Pavés «La santé N°1» à Côté de la pharmacie Kindonou premier immeuble à étage après le carrefour-Cotonou, Littoral - Bénin,
Contacts: (00229) 96 11 35 32- 95 60 29 31

N° Compte Bancaire: 01003-000815124101-64 Coris Bank International
E-mail: laprimeur2018@gmail.com ou adhiscom454@gmail.com

PROMOTEUR:
Adam HOUETENON
Directeur de Publication:
Sergino LOKOSSOU
RÉDACTEUR EN CHEF:
Latifou BONI
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Latifou BONI

REDACTION
Gaël ADIGLA
GRAPHISME
Adam HOUETENON
(00229) 96 11 35 32 / 95 60 29 31
SERVICE COMMERCIAL
TIAMIOU Nafissatou
(00229) 97 52 09 76

RECONNAISSANCE DE MÉRITE

Des jeunes veulent rendre un hommage "vivant" au Professeur François Adébayo Abiola

• « Une vie d'excellence, d'engagement et de transmission », anticipe Melaine Houessou

À l'initiative d'un groupe de jeunes, un point de presse s'est tenu à Sakété pour annoncer un événement dédié à la reconnaissance du Professeur François Adébayo Abiola. L'hommage, prévu du 1er au 3 août 2025, vient célébrer la contribution d'un acteur majeur de la vie intellectuelle et politique du Bénin. Face aux professionnels des médias, les organisateurs ont révélé le sens de cette démarche. Pour eux, il est important de reconnaître les figures qui ont marqué la société, tant par leur engagement que par leur intégrité. « Honorer un homme de son vivant, c'est affirmer qu'on croit encore aux valeurs qui fondent la nation », a déclaré leur porte-parole. Composé de jeunes venus d'horizons divers, ils sont pour la plupart des enseignants, des étudiants, des professionnels, des communicateurs ou des leaders communautaires. Le groupe porte l'ambition de créer un moment de mémoire et de transmission intergénérationnelle.

Trois jours d'activités pour un hommage mérité

Le point de presse a permis de détailler les différentes activités prévues dans le cadre de cet hommage. Le 1er août, une rue sera baptisée au nom du Professeur Abiola, en collaboration avec la Mairie de Sakété. Une réception privée est également prévue à son domicile. Le 2 août, un colloque international va rassembler chercheurs, responsables publics, jeunes leaders et membres de la société civile autour du thème : « Formation, héritage et modélisation : la qualité de l'homme pour mieux servir dans la société ». La dernière journée, le 3 août, va permettre de célébrer la culture à travers des témoignages, prestations artistiques, contes et danses qui rythmeront cette clôture. Ce projet, porté par les jeunes, est sans appui institutionnel à ce jour. Une or-



ganisation en six sous-comités assure la mise en œuvre logistique, avec pour moteur la volonté et l'engagement des jeunes initiateurs.

À travers ce point de presse, les organisateurs ont également lancé un appel à l'ensemble des acteurs du territoire. Ils invitent les autorités à soutenir l'événement, les médias à diffuser le message, les jeunes à s'en inspirer et les partenaires privés à contribuer à sa réussite. Le choix du Professeur Abiola repose sur son parcours exceptionnel. Ancien doyen, député, ministre, Vice-Premier Ministre, chercheur, académicien et réformateur dans le domaine de l'éducation. Pour les jeunes organisateurs, son engagement mérite d'être reconnu de son vivant. Il incarne la valorisation de l'exemplarité et la nécessité de poser des actes concrets pour réconcilier société et mérite. «

Ce projet est une cause de jeunesse, une cause de mémoire, une cause de transmission », a résumé Hubert Arobadi, le porte-parole du groupe Éveil Citoyen.

"Une vie d'excellence, d'engagement et de transmission"

Je rends un hommage profondément respectueux à l'un des plus illustres fils de notre pays, le Professeur François A. ABIOLA, dont le parcours exceptionnel force l'admiration et inspire la gratitude.

Universitaire de renom, homme d'État intègre, figure politique exemplaire, il a su, tout au long de sa vie, concilier savoir, service et sagesse. Ministre, député, pédagogue, il n'a cessé de porter haut les idéaux républicains, en plaçant toujours l'intérêt général au-dessus des ambitions personnelles. Son engagement dépasse les cliques et les époques.

Le Professeur ABIOLA a porté Sakété au-delà de ses frontières, par la qualité de son engagement, la hauteur de sa pensée et la constance de son action. Il n'a jamais été un homme de circonstances, mais un homme de convictions, qui a su semer autour de lui des graines d'inspiration, particulièrement auprès des jeunes.

Je rends donc hommage non seulement à son parcours, mais à tout ce qu'il symbolise pour Sakété et pour le Bénin tout entier : l'excellence tranquille, le courage discret, la fidélité à des idéaux supérieurs.

Il a inspiré, orienté, formé, éclairé. Et aujourd'hui encore, il continue de susciter des vocations, simplement par la cohérence de son chemin.

C'est à juste titre que nous avons choisi de lui rendre hommage de son vivant. Car célébrer un homme lorsqu'il est encore là pour entendre les témoignages de reconnaissance est un acte de sagesse et d'humanité.

Puisse la jeunesse béninoise, en quête de repères et d'excellence, s'inspirer de son parcours, s'abreuver à la source de ses valeurs et marcher, avec fierté et discipline, à l'école de son exemple.

Melaine HOUESSOU



CLASSEMENT FADEC 2023

Bopa en tête, Savalou ferme la marche

La Commission nationale des finances locales (Conafil) a dévoilé le classement des 77 communes béninoises, issu de l'audit annuel du Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC). Pour l'année 2023, les écarts de performance révèlent à la fois les avancées et les défis persistants de la gouvernance locale. Les communes de Bopa, Nikki et Kandi s'illustrent en modèles de gouvernance locale. Avec un score remarquable de 94,13 points sur 100, la commune de Bopa s'impose en tête du classement national. Elle est suivie de Nikki (93,88) et de Kandi (93,75). Ces trois communes ont fait preuves d'exemples et de rigueur dans la gestion des ressources publiques, la transparence budgétaire et la mise en œuvre des projets communaux. Juste derrière, Akpro-Missérété (93,23), Copargo (91), et Covè (89,88) maintiennent un niveau de performance élevé. Le peloton de tête se distingue par une dynamique d'amélioration continue portée par des équipes techniques impliquées.

AUDIT 2023: CLASSEMENT DES 77 COMMUNES

	Commune	Notes 2023	Rang 2023
1.	Bopa	94,13	1
2.	Nikki	93,88	2
3.	Kandi	93,75	3
4.	Akpro-Missérété	93,23	4
5.	Copargo	91	5
6.	Covè	89,88	6
7.	Kouandé	89,13	7
8.	Parakou	88,71	8
9.	Dangbo	88,51	9
10.	Banikoara	88,44	10
11.	Cotonou	88,43	11
12.	N'Dali	87,88	12
13.	Klouékanmey	87,56	13
14.	Dassa-Zoumè	87,38	14
15.	Ouaké	86,88	15
16.	Zogbodomey	86,58	16
17.	Glazoué	86,21	17
18.	Dogbo	85,68	18
19.	Abomey-Calavi	85,55	19
20.	Bassila	85,42	20
21.	Karimama	85,25	21
22.	Ségbana	85	22
23.	Porto-Novo	84,94	23
24.	Zagnanado	84,63	24
25.	Bohicon	84,06	25
26.	Sinendé	83,71	26
27.	Natitingou	83,69	27
28.	Kpomassé	83,09	28
29.	Bonou	82,48	29
30.	Za-kpota	82,44	30
31.	Toviklin	82,15	31
32.	Malanville	81,98	32
33.	Adjara	81,63	33
34.	Toucountouna	81,46	34
35.	Lokossa	81,38	35
36.	Kérou	81,31	36
37.	Aplahoué	81,08	37
38.	Ouinhi	81,08	37
39.	Sô-Ava	80,63	39
40.	Péhounco	79	40
41.	Allada	78,75	41
42.	Ouidah	78,63	42

43.	Adjohoun	78,13	43
44.	Matéri	78	44
45.	Adja-ouèrè	77,94	45
46.	Avrankou	77,75	46
47.	Tchaourou	77,75	46
48.	Pèrèrè	77,19	48
49.	Kalalé	77,13	49
50.	Athiémé	76,99	50
51.	Djidja	76,75	51
52.	Zè	76,75	51
53.	Bembèrèkè	76,63	53
54.	Ifangni	76,32	54
55.	Aguégués	76,3	55
56.	Agbangnizoun	75,65	56
57.	Houeyogbé	75,63	57
58.	Comé	75,5	58
59.	Djakotomey	74,98	59
60.	Tori	74,81	60
61.	Cobli	74,63	61
62.	Lalo	74,16	62
63.	Boukoubé	73,63	63
64.	Djougu	72,88	64
65.	Bantè	72,63	65
66.	Pobè	72,5	66
67.	Savè	71,88	67
68.	Sakété	71,47	68
69.	Tanguiéta	70,4	69
70.	Abomey	70,04	70
71.	Kétou	69,21	71
72.	Toffo	69,06	72
73.	Gogounou	68,85	73
74.	Grand-Popo	67,38	74
75.	Ouessè	65,38	75
76.	Sèmè-Podji	59,78	76
77.	Savalou	59,29	77

Dans les métropoles, les résultats sont plus contrastés. Parakou se hisse à la 8e position avec une note de 88,71 tandis que Cotonou, la capitale économique, atteint la 11e place (88,43). La capitale administrative, Porto-Novo, se contente d'une 23e place avec 84,94 points. Le classement révèle aussi les contre-performances de certaines communes. Pobè (66e), Sakété (68e), Kétou (71e). Toutes situées dans le département du Plateau affichent des notes en dessous de 73. Ce signal d'alerte suggère une gouvernance fragile et des capacités de pilotage à renforcer.

Savalou, Sèmè-Podji, Ouessè et Grand-Popo en bas de tableau

La fin du classement est occupée par Grand-Popo (74e), Ouessè (75e),



Sèmè-Podji (76e) et Savalou (77e), cette dernière n'obtenant que 59,29 points, soit bien en deçà de la moyenne nationale. Ces résultats exposent des difficultés systémiques dans la

gestion, la planification et la transparence. Ils appellent à des mesures correctives urgentes et à un accompagnement renforcé des administrations locales concernées. L'audit FADeC ne se veut

pas punitif. Il s'agit d'un instrument de redevabilité, destiné à éclairer les collectivités territoriales sur leurs marges d'amélioration. Les notes vont de 94,13 (Bopa) à 59,29 (Savalou), sur un

total de 100 points. Le classement prend en compte la transparence budgétaire, la rigueur comptable, l'exécution des projets, et l'utilisation des ressources publiques.

BACCALAURÉAT 2025

Forte progression des effectifs et des séries techniques

À quelques heures du début des épreuves écrites du Baccalauréat, session de juin 2025, la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, **Éléonore Yayi Ladékan**, a livré un message à l'endroit des candidats. Un message adressé aussi aux parents, enseignants, personnels éducatifs et à l'ensemble de la communauté nationale. Une session placée sous le signe de la continuité et de la discipline.



Le lundi 16 juin, 79 588 candidats sont attendus dans 140 centres de composition répartis sur tout le territoire. Ce chiffre est en hausse de plus de 4 000 inscrits par rapport à 2024. La Ministre souligne que l'examen n'est pas une simple étape scolaire. Il représente, selon elle, une phase stratégique du parcours académique et un repère dans les réformes menées depuis plusieurs années. « Le Baccalauréat est une épreuve de passage. Il incarne le sérieux d'un système et l'avenir

d'une jeunesse que nous préparons à servir le pays », a-t-elle déclaré.

Depuis près d'une décennie, le système éducatif a connu plusieurs transformations. La relecture des programmes, la standardisation des évaluations et la lutte contre les fraudes figurent parmi les actions entreprises. Le Bénin reste attaché à son engagement de rendre crédibles les diplômes béninois, tant sur

le plan local qu'à l'international. Deux évolutions ont particulièrement retenu l'attention de la Ministre cette année. D'une part, la progression de la participation féminine. Le nombre de filles inscrites est passé à 35 667 en 2025, contre 32 941 en 2024. Un signe encourageant, selon elle, de l'impact des politiques d'égalité et de soutien à la scolarisation des jeunes filles. D'autre part, l'enseignement technique gagne

du terrain. En 2025, 8 178 candidats composent dans les séries techniques, contre 4 027 en 2021. Cette montée en puissance est liée à la volonté du gouvernement de faire de la formation professionnelle un levier d'emploi et de développement.

La Ministre a exhorté les candidats à respecter les règles de l'examen. Elle a insisté sur la ponctualité, le respect des consignes, et

la nécessité de se présenter avec les pièces exigées. « Dans une République fondée sur le mérite, seule l'honnêteté paie », a-t-elle rappelé. Elle a également salué le travail des enseignants, des parents, des encadreurs et des équipes techniques impliquées dans l'organisation du Baccalauréat. Elle a assuré que toutes les dispositions ont été prises pour garantir la sécurité et la régularité de cette session.

Pour Éléonore Yayi Ladékan, le Baccalauréat n'est pas seulement une évaluation. Il symbolise aussi un engagement collectif. Celui de construire une école exigeante, équitable et orientée vers l'avenir. « Vous représentez une nouvelle génération d'élèves, formés dans un cadre renouvelé. Montrez que vous êtes prêts à assumer cette responsabilité », a-t-elle lancé aux candidats. Elle leur a souhaité du courage, de la lucidité et du succès, dans l'espoir que cette session soit à la hauteur des efforts consentis.

TENSIONS AU MOYEN-ORIENT

Le Bénin appelle à la retenue et au dialogue

Face à la montée rapide des violences au Moyen-Orient, le Bénin sort de son silence. Par la voix de son ministère des Affaires étrangères, le gouvernement a exprimé ce samedi sa vive préoccupation face à une situation jugée alarmante. Actes de violence armée, tensions croissantes. Les signaux envoyés par la région inquiètent au plus haut point les autorités béninoises.

Le communiqué, diffusé depuis Cotonou parle de l'urgence d'un retour au calme. Le gouvernement béninois, fidèle à une ligne diplomatique axée sur le dialogue et la résolution

pacifique des différends redoute une nouvelle escalade. Dans ce contexte tendu, le Bénin en appelle directement aux parties impliquées. Un message de responsabilité leur est adressé, les exhortant à faire preuve de retenue. La démarche du Bénin est un acte pour éviter une spirale incontrôlable de confrontation. Au-delà des mises en garde, le pays lance aussi un appel aux partenaires de la région. Il les invite à intensifier les efforts en faveur de l'apaisement. Pour Cotonou, la sortie de crise passe nécessairement par un retour au dialogue. Préserver la paix reste la priorité.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Le Gouvernement de la République du Bénin suit avec une préoccupation croissante la détérioration rapide de la situation au Moyen-Orient, marquée par des actes de violence armée et une intensification préoccupante des tensions. Fidèle à son attachement aux principes de paix, de dialogue et de règlement pacifique des différends, le Bénin exprime sa profonde inquiétude face à cette escalade, porteuse de graves risques pour la stabilité régionale et la sécurité internationale.

Le Gouvernement de la

République du Bénin en appelle à la responsabilité des Parties concernées et les exhorte à faire preuve de la plus grande retenue afin d'éviter une spirale incontrôlable de confrontation.

Le Bénin encourage les

partenaires influents de la région à multiplier les efforts en faveur d'un apaisement rapide, d'un retour au dialogue et de la préservation de la paix.

Fait à Cotonou, le 14 juin 2025



NOUVELLE DYNAMIQUE À LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

Enjeux et perspectives pour le Bénin

Une analyse prospective du Professeur Alain Babatoundé sur la gouvernance de la BAD sous la présidence de Sidi Ould Tah

À l'occasion des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque africaine de développement qui se sont déroulées du 26 au 30 mai à Abidjan, en Côte d'Ivoire, sous le thème « Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement », un nouveau président a été élu, le Mauritanien Sidi Ould Tah. Il a remporté l'élection au terme de trois tours de scrutin avec plus de 76,18 % des voix face au Zambien Samuel Maimbo (20,26 %) et au Sénégalais Amadou Hott (3,55 %) et devient le neuvième président de la BAD. Sa présidence pourrait marquer une nouvelle dynamique de proximité, d'agilité et de cohérence stratégique entre la BAD et les États membres. Selon Professeur Alain Latoundji Babatoundé dans un entretien accordé à La Primeur, cette élection est pour le Bénin une fenêtre d'opportunité pour consolider les acquis, amplifier l'impact de l'aide multilatérale, et accélérer la transformation structurelle de l'économie. Mais cela exige anticipation, professionnalisme et vision claire. Alain Latoundji Babatoundé est Professeur Titulaire en Sciences économiques et enseignant-chercheur au Département d'Économie de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) au Bénin. Titulaire d'un PhD en économie, il exerce à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG) de l'UAC.

Professeur, avec l'élection de Sidi Ould Tah à la tête de la BAD, certains parlent d'un signal fort pour l'Afrique de l'Ouest. Selon vous, que représente cette désignation à ce niveau de responsabilité ?

Certainement oui, et ce, pour différentes raisons. Primo, le



Professeur Alain Babatoundé

président sortant, notre frère d'à côté, Dr Akinwumi Adesina, a mis la barre déjà haute, après les deux mandats passés à la tête de l'institution avec plus de visibilité au-delà du continent et une capacité accrue de mobilisation de capitaux sur les marchés internationaux et auprès de partenaires non traditionnels. Il a annoncé lundi dernier, lors de l'inauguration des assemblées générales de la BAD à Abidjan, un montant avoisinant 325 milliards. Du point de vue opérationnel, avec son équipe, il a engagé la Banque et les pays de l'Afrique sur l'ambitieuse voie des « High-5 » : (i) éclairer l'Afrique, (ii) nourrir l'Afrique, (iii) industrialiser l'Afrique, (iv) intégrer l'Afrique et (v) améliorer la qualité de vie des Africains. Deuxio, c'est enfin un signal quand on considère le processus de sélection et l'issue.

Avec 76,18% des voix, les gouverneurs ont confié le gouvernail de l'institution à Sidi Ould Tah, un économiste chevronné, avec plus

de 35 ans d'expérience en finance africaine et internationale, ayant occupé de hautes fonctions : ministre de l'Économie et des Finances en Mauritanie, président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) depuis 2015. Sous sa présidence, il a mené une transformation complète qui a quadruplé le bilan de la banque, lui a valu une notation AAA et l'a positionnée parmi les banques de développement les mieux notées en Afrique. Entre autres, la BADEA aura déjà enregistré un accroissement du capital, passant de 4,2 milliards à 20 milliards de dollars en 2022. L'ambitieux plan stratégique à l'horizon 2030, sous lequel il officiait à la BADEA, met l'accent sur les infrastructures, les chaînes de valeur agricoles, l'industrialisation, le secteur privé dont les PME. Tertio, son élection fut un double mandat, une victoire avec une telle majorité n'étant jamais arrivée dans l'histoire de la BAD : en 2015, il avait fallu six tours de scrutin pour qu'Akinwumi Adesina soit



Sidi Ould Tah, Président de la BAD

élu, avec 58,1 % des voix. Si on reconnaît ces défis et enjeux actuels pour les pays Africains, on peut voir dans la confiance placée en lui, un signal à dépasser les ambitions et le bilan contrasté du président sortant. Car entre les grandes ambitions annoncées et les résultats de développement, le gap est parfois important dans différents secteurs.

Le Bénin a soutenu cette candidature. À votre avis, qu'est-ce que ce type d'engagement peut rapporter concrètement à un pays comme le nôtre ?

Pas vraiment ! la BAD, c'est 81 membres (dont 54 africains et 27 non africains), jouant un rôle central dans le financement du développement sur le continent, notamment via son guichet concessionnel, le Fonds africain de développement (FAD), destiné aux pays les plus fragiles. C'est déjà bien que le Bénin soit compté parmi les Nations qui ont apporté leur soutien au nouveau président élu. Ceci peut faciliter à un niveau donné, mais

un tel gain est vraiment marginal tout comme le soutien.

La BAD est une institution continentale et à ce titre, elle travaille aux côtés des pays avec la même philosophie et la même méthode. Point d'opportunités ou de gains, à voir outre mesure, dans un tel engagement. Il reste un acte diplomatique stratégique, pouvant induire une meilleure écoute des priorités nationales dans les discussions et des canaux de communication plus directs avec le sommet de l'institution. Je considère que le soutien politique ne saurait garantir systématiquement des retombées concrètes, surtout si le pays ne dispose pas de projets solides et bien préparés. Il faut éviter que ce type d'engagement soit perçu uniquement comme un pari diplomatique personnel ou partisan : il doit être inscrit dans une stratégie d'influence et de partenariat d'État. C'est juste un capital politique qu'il faudra savoir transformer en résultats opérationnels.

Dans un contexte où les besoins en financement sont énormes, le leadership d'un ouest-africain à la BAD change-t-il vraiment la donne pour des pays comme le Bénin ?

C'est désormais au Président élu, Sidi Ould Tah, qu'il revient de redéfinir les priorités de financement et le modèle de développement susceptible de répondre aux enjeux et défis des pays africains dont le Bénin. Il a commencé par indiquer les chantiers qui seront les siens à la tête de l'institution. Il semble qu'après les cinq priorités (High-5) de la BAD ces dix dernières années sous l'impulsion de Akinwumi Adesina, il faudra compter avec quatre points cardinaux sur les cinq prochaines années.

Au regard du diagnostic de la situation du continent, de la multitude d'études et de recherches sur l'Afrique et des consultations avec des personnalités d'Afrique et d'ailleurs, il a annoncé une vision axée sur quatre principaux piliers, qui reflètent l'étendue des changements attendus : (i) *multiplier par 10 le montant annuel des approbations et des décaissements de la BAD au profit du financement des économies*, (ii) *réformer l'architecture financière africaine, fédérant toutes les institutions de financement de développement dans le cadre d'une stratégie unique avec plus d'impact*, (iii) *transformer la croissance démographique en un dividende pour les pays par des investissements accrus dans la formation des jeunes, la santé, la création d'emplois décents, etc. puis enfin (iv) développer des infrastructures résilientes et capables d'impulser la création de valeurs, transformant l'Afrique en une grande usine pour le reste du monde*.

A ces quatre points cardinaux, le nouveau président associe les questions transversales dont le changement climatique, les technologies, et l'Intelligence artificielle. S'il y aura donc un changement de donne pour les pays africains, le Bénin notamment, ce serait à l'aune de ces priorités de dévelop-



Une délégation mauritanienne chez Talon lors des tractations

pement. Il sera important de s'y préparer en matière d'études et de projets de développement à proposer au financement de la Banque. Toutefois, le nouveau président prendra la fonction dans un contexte marqué par la suppression de 555 millions de dollars de contribution des États-Unis au Fonds africain de développement (FAD), le guichet concessionnel destiné aux pays à faible revenu : ce sera un grand challenge avec lequel il faudra rapidement avancer. L'impact d'une telle décision serait immédiat, le FAD étant un pilier du financement de projets essentiels en Afrique subsaharienne, dans des secteurs comme les infrastructures, la santé, l'agriculture ou l'adaptation climatique.

La suppression de la contribution américaine laissera un vide financier à combler, dans un contexte de raréfaction des ressources et de besoins en développement colossaux. C'est évident, que ceci appelle à une réflexion de fond sur la diversification des partenariats, mais aussi sur la résilience des mécanismes de financement multilatéraux face aux aléas politiques des bailleurs de fonds majeur. L'expérience du président à la BADEA restera un atout certain pour relever ce nouveau défi. On peut comprendre l'enjeu pour le président, lui qui dans sa première adresse à l'Afrique a dit : « Now, it's time to go to work. I'm ready.

Quels secteurs béninois pourraient, selon vous, bénéficier en priorité d'une coopération renforcée avec la BAD ? Y

a-t-il des chantiers à relancer ?

Ce ne sera pas automatique, étant donné le fonctionnement et l'approche opérationnelle de la Banque dans les pays. Les interventions de la BAD au Bénin sont structurées autour d'un Document de Stratégie Pays (DSP) sur la période 2022-2026. Ce cadre opérationnel conclu avec le Bénin sur la période, s'articule autour de deux (2) domaines prioritaires : (i) le soutien à la transformation de l'agriculture et au développement industriel ; et (ii) le renforcement des infrastructures de soutien à la production et à la compétitivité économique. Bien évidemment, comme c'est le principe pour les DSP, ces domaines prioritaires sont alignés sur les priorités du Gouvernement, définies dans le PND 2018-2025 et le PAG 2021-2026. Et dans ce cadre, la BAD intervient dans trois secteurs de concentration à savoir, les infrastructures, l'agriculture et l'énergie.

Il n'est donc pas possible d'envisager une reprise ou une relance avant 2027. Mieux, la revue à mi-parcours de ce DSP a été faite en février 2025 et il a été affirmé que l'objectif reste inchangé pour la période restante jusqu'en fin 2026. Ainsi, le nouveau président de la BAD prendra fonction en septembre 2025 et la mise en œuvre du DSP en cours va se poursuivre jusqu'en 2026. C'est évident qu'après 2026, à l'occasion de l'élaboration du nouveau DSP, la vision du nouveau président de la BAD prendra forme et corps avec de nou-

veaux secteurs de priorités de développement à définir. Déjà les bases matérielles du développement durable définies dans la vision Bénin 2060, s'inscrivent pleinement dans les chantiers annoncés.

Il est aussi évident, qu'au Bénin, un nouveau gouvernement serait déjà en place, avec certainement, de nouvelles orientations de développement. Toutefois, des marges de manœuvre existent à l'intérieur des deux domaines, le Bénin ayant toujours la possibilité d'orienter les financements de la Banque dans un projet ou dans un autre. C'est ainsi qu'il faut apercevoir le renforcement de la coopération entre le Bénin et la BAD et certainement, la relance de nouveaux chantiers.

En tant qu'économiste, comment évaluez-vous l'action actuelle de la BAD ? Est-elle toujours en phase avec les réalités économiques de l'Afrique ?

Une telle évaluation peut reposer sur plusieurs dimensions dont la stratégie, les instruments, les résultats et l'alignement avec les priorités économiques actuelles du continent. On peut se réjouir du principe de l'alignement stratégique des interventions de la Banque avec les priorités africaines. Je venais de décrire l'outil principal de négociation et discussion entre la BAD et le pays. C'est aussi évident, que la Banque est restée globalement en phase avec les réalités économiques africaines, notamment à travers les cinq grandes priorités stratégiques (« High

5 ») fixées par le président sortant : (i) *éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie*, (ii) *nourrir l'Afrique*, (iii) *industrialiser l'Afrique*, (iv) *intégrer l'Afrique* puis (v) *améliorer la qualité de vie des Africains*.

Ces priorités répondent aux grands défis structurels du continent (accès à l'énergie, productivité agricole, industrialisation, intégration régionale, capital humain, compétitivité). On peut questionner les résultats obtenus, les besoins de financement ayant explosé dans le temps, avec un faible taux de décaissement sur approbation ; mais ceci est un problème commun à la plupart des banques de développement. De plus en plus, la BAD adopte une approche axée sur les réformes et le renforcement des capacités, soutenant les réformes économiques, la gouvernance, l'amélioration du climat des affaires et le développement du secteur privé ; ce qui est crucial pour la transformation structurelle de l'économie. Face aux enjeux climatiques, on peut aussi noter une montée en puissance du financement climatique et des infrastructures résilientes dans le portefeuille de la Banque dans les pays, jouant un rôle de plus en plus important dans le financement de projets résilients au climat, qui reste un enjeu vital pour l'Afrique.

Enfin, la BAD a introduit des mécanismes de financement innovants et diversifiés pour répondre aux exigences de complexité des marchés. Dans ce cadre, elle utilise des prêts, des dons, des garanties, de l'assistance technique et des mécanismes de mobilisation de financements privés (blended finance, results based fund), ce qui renforce son efficacité.

Cependant, des difficultés opérationnelles limitent son empreinte : (i) *la lenteur dans l'exécution des projets (lourdeur administrative, délais de mise en œuvre, etc.)*, (ii) *moins de présence sur les questions de fragilité et de conflits, de gouvernance sécuritaire ou de réformes dans les États en transition*, (iii) *focus sur les infrastructures « dures », encore parfois perçue comme trop centrée sur les infrastructures*

physiques, au détriment des investissements sociaux (santé, éducation) ou de l'économie numérique puis enfin, (iv) une relative inégalité d'accès aux guichets de la Banque entre pays, des pays plus fragiles ou à faible capacité institutionnelle ayant plus de difficulté à mobiliser efficacement l'appui de la Banque.

Les nouveaux points cardinaux de l'action du Président élu vont surement proposer des solutions pour mitiger ces facteurs limitants. Donc oui, l'action de la BAD reste en phase avec les réalités économiques de l'Afrique, notamment par ses priorités stratégiques et ses investissements dans l'énergie, les infrastructures, l'intégration régionale et l'emploi. Toutefois, pour rester pleinement pertinente, elle doit accélérer l'exécution des projets, renforcer sa flexibilité face aux crises (sécurité, climat, dettes), et élargir davantage son appui aux secteurs sociaux et à l'innovation technologique.

Est-ce que vous pensez que les États comme le Bénin sont suffisamment préparés pour capter les opportunités qu'offre cette institution ?

C'est une excellente question, et j'apporterai une réponse nuancée. Oui dans une mesure, même si l'état de préparation doit être constamment amélioré face aux dynamiques actuelles du partenariat pour le financement du développement. Je considère que du point de vue des statistiques au niveau macro, le pays a renforcé ces dernières an-

nées la gouvernance économique et la discipline budgétaire ; ce qui le rend plus éligible à des financements concessionnels et à l'appui budgétaire basé sur les performances que la BAD propose comme instruments. On pourra ajouter une clarté de la vision stratégique en termes de développement même si l'approche reste améliorable. Avec des documents de planification dont le Programme d'action du gouvernement (PAG), les plans décennaux et quinquennaux (PND) à élaborer en termes d'opérationnalisation de la vision Bénin 2060, il y a une volonté de transformer structurellement l'économie, et le pays dispose d'un cadre stratégique cohérent pour mobiliser l'appui de l'ensemble des partenaires, dont la BAD. Il y a enfin, une capacité accrue de formulation de projets, le pays s'étant doté d'équipes techniques compétentes et capables de concevoir des projets bancables, notamment dans les infrastructures, l'énergie et l'agriculture qui sont les secteurs qui mobilisent l'attention.

Mais d'importants défis sont aussi persistants et il est important d'y remédier. C'est d'abord une capacité institutionnelle et technique encore limitée, certains ministères ou agences nationales ayant encore des difficultés à absorber les fonds disponibles rapidement et efficacement, surtout en ce qui concerne le suivi, la passation des marchés et l'évaluation. L'enjeu dans quasiment toutes les institutions de développement, ce n'est pas la capacité à faire approuver les financements, c'est plutôt

la capacité à décaisser les crédits, laquelle reste faible pour différentes raisons. Même si la BAD tente de simplifier ses processus, ils restent souvent complexes et le Bénin, comme d'autres pays d'ailleurs, peine parfois à s'adapter aux exigences techniques, environnementales et sociales qui sont des conditions suspensives. Plus spécifiquement, je considère que l'accès inégal entre les secteurs socio-économiques constitue un problème. Les projets soutenus concernent surtout les infrastructures ou les grands programmes économiques du gouvernement, tandis que d'autres secteurs comme l'éducation, la santé ou l'innovation restent sous-représentés dans la coopération avec la BAD. Enfin, la capacité du pays à mobiliser les financements mixtes est encore faible même si des efforts sont faits comparativement à d'autres pays de la sous-région.

Le Bénin commence à explorer les financements innovants (PPP, blended finance), mais il faut encore renforcer la capacité à structurer ce type de projets pour maximiser les opportunités offertes par les instruments financiers modernes qu'offre la BAD.

Donc le Bénin a les fondamentaux pour capter les opportunités offertes par la BAD, surtout grâce à sa stabilité et à sa vision stratégique. Mais pour en tirer pleinement parti, il doit encore renforcer ses capacités d'exécution, élargir ses portefeuilles de projets à des secteurs variés, et s'adapter davantage à l'évolution des

mécanismes de financement.

Avec votre expérience dans le monde universitaire et des projets de développement, que faudrait-il améliorer dans notre façon d'aborder les financements multilatéraux ?

La question qui touche à un enjeu stratégique majeur pour les pays africains en général et certainement pour le Bénin encore plus. C'est en fait, comment maximiser l'impact des financements multilatéraux dans un contexte de besoins importants et croissants mais de ressources limitées ? il faut fondamentalement passer d'une logique opportuniste à une logique stratégique avec l'élaboration de cadres de partenariat stratégiques multisectoriels avec chacun des bailleurs multilatéraux (BAD, Banque mondiale, UE, BOAD, etc.) puis développer des portefeuilles de projets prêts à financer (« project pipelines »), alignés sur les priorités de développement au niveau national. Dans un exercice récent avec les sectoriels, on a pu noter comment des projets sont peu bancables car mal formulés ou faibles en justification économique et sociale. C'est donc important de renforcer l'ingénierie de projet et l'économie de la preuve comme outils de préparation en formant davantage de spécialistes en montage et évaluation de projets (économistes, planificateurs, ingénieurs) puis renforçant l'usage d'analyses coût-bénéfice, d'évaluations d'impact ex ante, et

de données probantes pour convaincre les bailleurs. Un troisième niveau de perspectives à améliorer reste la coordination institutionnelle et intersectorielle car on peut noter une multiplicité d'acteurs, un chevauchement de projets, une absence de guichet unique, des lenteurs à certains niveaux. Beaucoup de pays ont instauré des unités techniques intersectorielles de gestion des financements avec des mandats clairs puis une meilleure articulation entre les ministères sectoriels, les agences d'exécution et les bailleurs autour de cadres de résultats communs. Je considère que ces recettes peuvent être utiles pour le Bénin. Pour mieux tirer parti des financements multilatéraux, il faut une approche plus stratégique, technique, inclusive et fondée sur des résultats mesurables. Cela appelle une montée en compétence de l'administration, une meilleure articulation des politiques publiques, et une professionnalisation du dialogue avec les bailleurs.

Enfin, si vous aviez un message à adresser aux décideurs béninois en ce moment précis, quel serait-il ?

L'évaluation de la capacité d'endettement des pays a toujours été faite sur la base de la soutenabilité et de la viabilité de la dette, sous l'impulsion du Fonds monétaire international, garant de la stabilité macroéconomique au niveau international. Je considère qu'il faut y ajouter la capacité d'absorption du pays pour réaliser la cohérence entre le besoin et la réalisation.



REFORME À L'UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI

Les Unités de Formations et Recherches (UFR) reprennent la main sur les masters (Voici ce qui change à partir de 2026)

L'Université d'Abomey-Calavi a accueilli une rencontre de haut niveau entre l'équipe rectorale, les responsables des unités de formation et de recherche (UFR) et les membres de la commission chargée de la réorganisation des formations de master. Au cœur des échanges, la mise en œuvre des décrets qui reconfigurent l'architecture des formations de deuxième cycle à l'Université d'Abomey-Calavi.

Depuis plusieurs mois, une commission, mise en place par le recteur Professeur Félicien Avlessi, travaille à proposer les modalités du transfert des formations de type recherche, jusque-là logées dans les écoles doctorales vers les facultés. Cette rencontre voulue par le recteur a pour but la restitution des travaux de la commission à la communauté universitaire. « Ce que disent les nouveaux décrets, c'est que les écoles doctorales n'accueilleront plus de masters. Ce sont désormais les UFR qui porteront toutes les offres de formation, en intégrant les dimensions professionnelle et recherche dans un même cadre », a fait savoir professeur Sylvain Kpenavoun Chogou, agroéconomiste et rapporteur de la commission.

Selon les recommandations, les UFR continueront à recruter en master professionnel pour l'année académique 2025-2026. Les nouvelles dénominations s'appliqueront seulement à partir de 2026-2027. Cela signifie que les mentions "professionnel" et "recherche" disparaîtront des intitulés même si les orientations seront maintenues dans les contenus pédagogiques. « On va se servir de l'année 2025-2026 comme d'une année de transition. Cela permettra de revoir, corriger et harmoniser les offres de formation pour qu'elles soient conformes aux nouvelles exigences », a précisé le professeur Syl-

vain Kpenavoun Chogou.

Pour les étudiants, cela signifie qu'en 2025-2026, ils s'inscriront encore dans des masters dits professionnels. Ce n'est qu'à partir de 2026-2027 qu'une nouvelle formule de master sans distinction affichée entre recherche et professionnel sera introduite. « Le master intègre désormais les dimensions professionnelles et de recherche. Pour l'année académique 2025-2026, les Unités de Formation et de Recherche (UFR) ne recruteront qu'en première année de master professionnel. Les nouvelles dispositions seront appliquées à partir de 2026-2027, après une année consacrée à l'amélioration des offres de formation conformément aux décrets en vigueur. Ainsi, dès 2025-2026, les inscriptions en master à l'Université d'Abomey-Calavi se feront uniquement en master professionnel. Ce n'est qu'à partir de 2026-2027 que les masters ne porteront plus les mentions "recherche" ou "professionnel", tout en permettant à la fois la poursuite en recherche ou l'insertion professionnelle. Enfin, les titulaires d'un master professionnel attendront 2026-2027 pour déposer leur dossier en école doctorale, où seront évalués les éventuels cours complémentaires nécessaires à l'inscription en thèse. » a précisé le rapporteur.

Quelle articulation avec les écoles doctorales ?

Si les masters quittent les écoles doctorales, la question de la relation entre les UFR, les laboratoires et les écoles doctorales reste ouverte. « Aujourd'hui, on transfère les masters au département. Mais quel sera le rapport entre le département, les laboratoires et les écoles doctorales ? Je vous laisse le temps de réfléchir », a lancé le recteur Félicien Avlessi tout en lançant un appel à la communau-



té à proposer des solutions concrètes. « Ce décret, nous allons l'appliquer. Il n'est pas à modifier. Pensons à la vie de notre université, à cette maison commune que nous

allons servir pour un temps et ensuite quitter. » a exhorté le recteur

La commission à son tour invite les acteurs acadé-

miques à faire remonter leurs propositions. L'objectif est de garantir une réforme bien appliquée, cohérente et bénéfique à la formation des étudiants.

FESTIVAL DES MASQUES 2025

Un nouveau carrefour entre rituels, arts et sciences

La ville de Porto-Novo va accueillir les 2 et 3 août 2025, la deuxième édition du Festival des Masques. Après le succès de la première édition en 2024, marquée par la présence de près de 40 000 visiteurs, la capitale béninoise s'apprête à vivre à nouveau au rythme des traditions, des sons et des savoirs autour des masques.



Lancé pour valoriser le patrimoine culturel immatériel béninois principalement les cultures liées aux masques sacrés et profanes, le festival a dès sa première édition affirmé son importance sur la scène culturelle nationale et internationale. Il a permis d'ancrer Porto-Novo comme un carrefour pour la célébration des cultures vodun et d'autres expressions masquées du monde.

Une édition placée sous le signe de l'ouverture et de la diversité

L'édition 2025, placée sous le signe de l'ouverture et de la diversité entend approfondir cette dynamique. Elle valorise la richesse des créations artistiques autour du masque par le renforcement des dimensions scientifique et éducative de l'événement. Des artistes, chercheurs, artisans et festivaliers venus

de plusieurs pays y sont attendus. Au programme, on aura entre autres : processions de masques traditionnels, concerts, danses, spectacles vivants, animations de rue, stands d'artisanat et de gastronomie. Un « village du festival » sera installé pour accueillir ces multiples expressions. Par ailleurs, des activités scientifiques sont annoncées, avec la participation de professeurs béninois et internationaux. Cette articulation entre arts et sciences est l'une des nouveautés majeures de cette édition. Le Festival des Masques, qui remplace le Festival international de Porto-Novo, ambitionne de positionner la ville comme un haut lieu du tourisme culturel. En réunissant acteurs locaux et visiteurs internationaux, l'événement veut contribuer à faire du Bénin une destination culturelle de référence sur le continent.

Il se tient du 13 au 14 juin 2025 à Kétou un atelier de renforcement de capacités organisé par le Réseau des journalistes accrédités au Parlement (Rejap). La cérémonie d'ouverture de cet atelier a été placée sous l'autorité de Moukaram Badarou, représentant le Président Louis Gbèhounou Vlavanou empêché.

L'atelier qui bénéficie de l'appui financier de l'Assemblée nationale du Bénin permettra aux participants de se familiariser avec les lois électorales en vigueur en République du Bénin pour des productions de qualité dans la perspective des élections générales de 2026. C'est du moins ce qu'a dit Gaspard Adjamonsi, Président du Rejap dans son discours de bienvenue. Poursuivant ses propos, Gaspard Adjamonsi a mis l'accent sur le caractère crucial du rôle des journalistes à l'approche des élections générales de 2026. Pour lui, il ne s'agit pas seulement de relayer des faits, mais d'éclairer les citoyens, d'expliquer les règles du jeu démocratique et surtout de veiller au respect des droits fondamentaux à travers une couverture équilibrée, éthique et responsable.

La meilleure façon pour le journaliste parlementaire qui se doit d'être exemplaire de relever ce défi, est, selon le Président Adjamonsi, la maîtrise : de certaines lois électorales notamment, le code électoral, la charte des partis politiques, le code de l'information ; le fonctionnement de certaines institutions comme la HAAC et la régulation des médias pendant la campagne ; les textes régissant les conditions d'éligibilité, les campagnes électorales, le financement des partis politiques, la gestion des contentieux...

Saisissant l'occasion qui lui a été offerte, Gaspard Adjamonsi a rendu un hommage appuyé à feu Omer d'Almeida, Précédemment correspondant du Journal le Progrès dans l'Ouème-Plateau



et membre actif du Rejap. Il a aussi renouvelé la gratitude du bureau qu'il dirige au Président de l'Assemblée nationale du Bénin Louis Gbèhounou Vlavanou pour sa sollicitude et l'accompagnement financier constant dont bénéficie le Rejap dans l'effort de renforcement des capacités de ses membres. André Dossa, Directeur des services de l'information et de la communication

de l'Assemblée nationale a apporté tout son soutien au Rejap et a dit toute sa fierté dans l'effort de formation continue de ses membres auquel s'attelle le Rejap. Il a par ailleurs encouragé les participants à s'investir et à suivre avec beaucoup d'attention les communications qui seront données au cours de cet atelier.

Un rendez-vous pertinent Dans son intervention, le Di-

recteur adjoint de cabinet du Président Louis Gbèhounou Vlavanou a loué l'initiative de cette formation inscrite par le Bureau du Rejap dans son plan de travail annuel au titre de l'année 2025. Il a aussi indiqué que l'organisation de cet atelier témoigne de ce que le Rejap est une association sérieuse, dynamique et bien organisée. Rappelant le rôle éminemment important que la presse

aura à jouer dans la réussite des élections générales de 2026 que le Bénin s'apprête à organiser, Moukaram Badarou n'a pas manqué de saluer la pertinence de cette formation organisée par le Rejap et qui permettra aux participants de mieux s'imprégner du contenu du cadre juridique des élections générales de 2026 ; des innovations majeures de la loi No 2024-13 du 15 mars 2024 modifiant et complétant la loi No 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral en République du Bénin ; la gestion du contentieux des élections présidentielles, législatives et communales/locales et enfin la couverture médiatique objective des élections et la régulation des médias en période électorale.

Paraphrasant Mahatma Gandhi qui souligne avec force que "La Presse est la conscience de la société", Moukaram Badarou a convoqué la conscience collective de chacun et de tous face à la gestion des élections générales de 2026 et du rôle que la presse aura à jouer.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le Président VLAVONOU échange avec l'ambassadrice du Canada près le Bénin

Tina GUTHRIE, Ambassadrice du Canada près le Bénin était au cabinet du Président de l'Assemblée nationale Louis Gbèhounou VLAVONOU en fin de matinée de ce vendredi 13 juin 2025. Au menu des échanges, les relations diplomatiques entre les deux pays frères et surtout les avancées contenues dans le nouveau code électoral qui favorise la présence d'un nombre plus important de députés femmes au parlement du Bénin.

À sa sortie de l'audience, Tina GUTHRIE, Ambassadrice du Canada près le Bénin s'est confiée à la presse parlementaire: "...Il s'agit de mon premier

contact avec le président de l'Assemblée nationale en ma qualité de nouvelle Ambassadrice du Canada près le Bénin. J'ai commencé les échanges en saluant d'abord le président du Parlement béninois Louis Gbèhounou VLAVONOU et le Chef de l'État béninois Patrice TALON pour leur décision de changer le code électoral et de faire en sorte que maintenant il y a un minimum de députés femmes au sein de l'Assemblée nationale. Nous avons échangé sur l'importance d'avoir des représentantes femmes au sein du parlement; ils ont ainsi gagné une note qui est excellente. C'est aussi une priorité au Canada d'avoir une bonne représentation des femmes. Étant donné qu'il y a des élections générales en 2026, j'ai saisi l'op-

portunité pour parler avec le président uniquement des priorités d'ici fin de session parlementaire qui arrive en juillet. Parce-que je sais qu'il y aura des priorités pour le gouvernement à faire avancer le processus électoral. Une des priorités que le président de l'Assemblée nationale a partagé avec moi c'est la vision Bénin 2025-2060 qui est une priorité pour le gouvernement d'ici les élections. Je tiens à réaf-

firmer que les relations entre le Bénin et le Canada sont très très chaleureuses ce qui fait que le Canada a annoncé l'année passée l'ouverture d'une ambassade ici au Bénin. Nous cherchons à renforcer nos relations diplomatiques avec le Bénin; des relations commerciales et de trouver des opportunités pour travailler ensemble sur la scène internationale pour faire avancer les questions importantes..."



VERDISSEMENT URBAIN

Le Bénin s'engage avec 50.000 plantes décoratives pour un cadre de vie plus attractif

Ouidah et Porto-Novo sont les deux premières communes dans lesquelles le projet « Fleurissement des villes du Bénin » a été lancé le vendredi 13 juin 2025. Projet du Gouvernement, porté par le Ministère du Cadre de Vie et des Transports, mis en œuvre par la SIRAT SA et soutenu par les mairies et autorités locales, « Fleurissement des villes du Bénin » est pensé pour rendre plus vert et plus durable le Bénin.



Pour le compte de la commune de Ouidah, c'est l'École Primaire Publique Ganvè qui a accueilli le lancement dudit projet, qui n'est pas seulement une initiative gouvernementale, mais une dynamique populaire où chaque citoyen peut planter, entretenir et préserver la beauté de sa ville.

La cérémonie a connu la présence du Directeur Général de la SIRAT SA, Monsieur Ranti AKINDES, de la Directrice générale de l'Agence Nationale du Paysage, Madame Olga PRINCE DAGNON, du représentant du Maire de Ouidah, Monsieur Fructueux PRUDENCIO, des élus locaux et de plusieurs autres personnalités. À la suite du mot du représentant du Maire de Ouidah qui a dit toute la joie des populations de cette commune pour la naissance du projet, c'est la Directrice générale de l'ANAP qui a rappelé les différents objectifs du projet. De sa présentation, il ressort que le projet a pour objectifs de transformer les villes du Bénin en véritables espaces verts ; de faire participer la population à l'action citoyenne; d'engager la jeunesse et plus particulièrement les élèves afin de leur inculquer dès leur plus jeune âge les bonnes pratiques environnementales; et de créer un cadre de vie agréable et moderne car les villes du Bénin doivent refléter une image positive et dynamique.

Pour cette première phase du projet qui durera douze

(12) mois, sept villes sont concernées à savoir Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Sèmè-Kpodji, Parakou, Natitingou et Ouidah. 50.000 plantes décoratives seront distribuées gratuitement. 15.000 maisons seront impactées et 290 kilomètres de rues seront végétalisées.

Pour recevoir gratuitement

les plantes, les citoyens peuvent se rendre dans les points de distribution des villes concernées, notamment dans les arrondissements. Une fiche explicative sur la plantation et l'entretien est également prévue. Pour mieux sensibiliser les populations à la préservation des espaces verts, une communication forte sur les

bonnes pratiques et l'entretien des plantes a été mise en place, a rassuré Monsieur Olsen PRINCE du Co. International.

Il est bon de mettre en terre des plantes mais il faut également les entretenir. Et c'est pour cela que Monsieur David BANDEIRA, un cadre de l'ANAP, a rappelé quelques règles de bonnes pratiques

pour un cadre de vie meilleur.

« Chaque citoyen, chaque famille doit veiller à la pérennisation, à la préservation de l'espace vert » a martelé Monsieur Adolphe TOHOUNDO, Directeur Départemental du Cadre de Vie et des Transports de l'Atlantique.

La mise en terre des bougainvilliers et l'engagement fort des élèves ont mis un terme à la cérémonie qui lance ainsi l'opération de fleurissement de la ville de Ouidah. La délégation a mis le cap sur la ville de Porto-Novo où la même cérémonie a eu lieu dans l'enceinte de l'École Primaire Publique de Louho.

Ensemble, faisons de nos villes des espaces fleuris et durables.

MINISTÈRE DES SPORTS

Le Gouvernement dote les directeurs départementaux de moyens roulants

Dans un effort continu pour améliorer la gestion et le développement du sport à l'échelle nationale, le Gouvernement du Bénin a doté les Directeurs départementaux du ministère des Sports de moyens roulants. Cette initiative vise à accroître l'efficacité de leur travail.

Le vendredi 13 juin 2025, au stade Général Mathieu KÉREKOU, les Directeurs départementaux

des Sports ont officiellement reçu les clés de véhicules flambants neufs lors d'une cérémonie présidée par le Directeur de cabinet du ministre des Sports, Monsieur Crépin OKOUOLOU.

Cette remise de moyens roulants marque une avancée significative dans la quête de performances et de professionnalisme dans la gestion du sport au niveau déconcentré. En tant que relais de la politique sportive nationale, les Directeurs dé-

partementaux pourront désormais mieux assurer leurs missions sur le terrain, avec plus de célérité et de régularité.

Ces moyens de transport permettront aux Directeurs de mieux coordonner les événements sportifs, de visiter les infrastructures et de rencontrer les acteurs du sport dans leurs départements respectifs. Ils sont un outil indispensable pour garantir la mise en œuvre efficace des politiques spor-

tives du gouvernement. Cette initiative s'inscrit aussi dans le cadre d'un engagement plus large du Gouvernement à dynamiser le secteur sportif et à assurer un suivi rigoureux des programmes de développement sportif à tous les niveaux. Les Directeurs départementaux, désormais mieux équipés, sont appelés à jouer un rôle clé dans la promotion et l'organisation des activités sportives locales, contribuant ainsi à l'essor du sport dans le pays.



La Primeur COMMUNICATION

AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE STRATEGIE
ET DE CONSEIL EN COMMUNICATION

RCCM: RB/COT/20 A 56979
IFU : 0202011402743



Chez nous, c'est Chez vous !



NOS SERVICES

COMMUNICATIONS, INFORMATIQUE, RÉALISATION ET ÉDITION DE MAGAZINES, TRADUCTION, INTERPRÉTARIAT, ACTIVITÉS D'AGENCES DE PRESSE, PRESTATIONS DE SERVICES, ÉVÉNEMENTIEL, COMMERCE GÉNÉRAL ET DIVERS

COMMUNICATIONS

- Rédactions et publications d'articles
- Production Audiovisuelle
- Gestion d'image
- Conception des supports de communication et de sensibilisation
- Création de site web et de vos plateformes digitales
- Coaching et mise en relation
- Reportage photo

PRESSE

- Edition de journal et de magazine
- Proposition de contenu
- Publi-reportage (Presse écrite, Audiovisuel)
- Activités d'agences de presse
- Etc...

PRESTATION DE SERVICES

- Travaux d'imprimerie
- Sérigraphie
- Etc...

ÉVÉNEMENTIEL

- Location de salle
- Décoration intérieure et extérieure
- Planification des événements
- Services traiteurs
- Impresario
- Sonorisation

TRADUCTION

- Traitement d'une langue à une autre

INFORMATIQUE



+229 96 11 35 32



COTONOU/MENONTIN
Pavé «La santé N°1» à Côté (200 mètres) de la pharmacie
Kindonou 1er immeuble à étage après le carrefour Cotonou